

# 7 millions de décès par an dus à la pollution atmosphérique

Page 2

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 27 septembre 2021

7 jrs/7

N°1740 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

# Félix Tshisekedi dénonce la propagation du djihadisme à travers l'Afrique

Page 17



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

# Le président de l'Assemblée nationale burkinabè prend les rênes du MPP

Page 12



# L'ONU demande un moratoire sur l'intelligence artificielle

Page 15

TECHNOLOGIES

# Cyberattaques 2021 : les hackers plus ingénieux face aux logiciels open source



**Les hackers réussissent à tromper la vigilance des développeurs en les incitant à télécharger des programmes malveillants qui imitent le nom d'un programme légitime sur un registre public**

**Selon une récente étude de Sonatype, une plateforme d'analyse de la composition des logiciels, les cyberattaques « nouvelle génération » contre les logiciels open source, augmentent de manière exponentielle. Une augmentation de 650% pour 2021, par rapport à l'année précédente.**

Au cours de l'année 2021, dans le cadre de son septième rapport annuel intitulé « State of the Software Supply Chain », Sonatype a étudié les données de 100 000 logiciels utilisés par des développeurs du monde entier. La plateforme s'est également intéressée aux écosystèmes Java, JavaScript, Python et Net, a indiqué SiecleDigital. Ce rapport annuel a permis de mettre en lumière, la vulnérabilité des logiciels. On apprend aussi que dans l'écosystème open source, 29% des logiciels sont au moins d'une vulnérabilité de sécurité connue.

Selon les experts de Sonatype, les hackers sont plus susceptibles d'exploiter des bases de code « populaires », pour maximiser les dégâts à travers les logiciels. A cet effet, Matt Howard, vice-président exécutif de Sonatype, a précisé que : « nous savons maintenant que les projets populaires contiennent un nombre disproportionné de vulnérabilités. Cette dure réalité met en évidence une opportunité pour les leaders de l'ingénierie d'adopter une automatisation intelligente afin qu'ils puissent aider les développeurs à garder leurs bibliothèques à jour, avec des versions optimales », selon notre source.

## *"Infliger le maximum de domages"*

Les résultats les plus intéressants de l'étude sont ceux liés à la nature évolutive des attaques de logiciels : le rapport de Sonatype montre que les hackers gagnent du temps en adoptant des techniques qui vont plus en amont vers les

La suite à la page 3

ENVIRONNEMENT

La suite de la page 2

origines du code open source. Il s'agit là des cyberattaques de « nouvelle génération ». Elles offrent aux pirates de plus grandes possibilités de distribuer des logiciels malveillants tout au long de la chaîne d'approvisionnement des logiciels afin d'infliger un maximum de dommages.

Les bases de code open source contiennent une myriade de vulnérabilités, a précisé SiecleDigital. En 2021, les hackers ont changé de tactiques contre les logiciels en créant de nouvelles vulnérabilités, en amont, impactant ainsi l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement logicielle.

Sonatype a déclaré avoir découvert un nouveau type d'attaque, cette année, dénommé la « confusion de dépendance » qui consiste à tromper les scripts d'installation des logiciels open source. Concrètement, les hackers réussissent à tromper la vigilance des développeurs en les incitant à télécharger des programmes malveillants qui imitent le nom d'un programme légitime sur un registre public.

**Lucien DAKISSAGA**

# Pollution atmosphérique : 7 millions de décès prématurés annuels (OMS)



**L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a resserré ses directives sur la qualité de l'air pour la première fois depuis 2005, avertissant que la pollution de l'air est l'une des plus grandes menaces environnementales pour la santé humaine, causant sept millions de décès prématurés par an.**

L'agence des Nations Unies pour la santé a déclaré mercredi qu'une action urgente était nécessaire pour réduire l'exposition à la pollution atmosphérique, classant sa charge de morbidité « sur un pied d'égalité avec d'autres risques majeurs pour la santé mondiale tels qu'une mauvaise alimentation et le tabagisme ». Les preuves accumulées sont suffisantes pour justifier des actions visant à réduire l'exposition de la population aux principaux polluants atmosphériques, non seulement dans des pays ou des régions particuliers, mais à l'échelle mondiale», a déclaré l'organisation. « Ce qui compte le plus, c'est de savoir si les gouvernements mettent en œuvre des politiques efficaces pour réduire les émissions de polluants. Le non-respect des directives sortantes de l'OMS ne doit pas se répéter », a déclaré Aidan Farrow, de Greenpeace International Air Pollution, dans un communiqué. Selon Greenpeace, l'année dernière,

La suite à la page 4

ENVIRONNEMENT

La suite de la page 3



**L'Agence appelle à une action urgente pour lutter contre l'une des plus grandes menaces environnementales pour la santé humaine.**

79 des 100 villes les plus peuplées du monde avaient des niveaux moyens annuels de pollution atmosphérique aux PM2,5 qui enfreignent les directives de 2005, selon les données d'IQAir.

L'OMS a déclaré qu'à côté du changement climatique, la pollution de l'air était l'une des principales menaces environnementales pour la santé humaine. «La pollution de l'air est une menace pour la santé dans tous les pays, mais elle frappe le plus durement les habitants des pays à revenus faibles et intermédiaires», a déclaré le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Si la qualité de l'air s'était nettement améliorée depuis les années 1990, dans les pays à revenus élevés, le bilan mondial des décès et des années de vie en bonne santé perdues avait à peine diminué, car la qualité de l'air s'était généralement détériorée dans la plupart des autres pays, conformément à leur situation économique, selon l'OMS.« Chaque année, on estime que l'exposition à la pollution de l'air cause sept millions de décès prématurés et entraîne la perte de millions d'années de vie en bonne santé supplémentaires », a déclaré l›OMS.

Source: Aljazeera

**K.Fiakofi**

# Contrebande de carburant et terrorisme au Burkina : Plus de 70 individus interpellés

**Par un communiqué publié le 23 septembre 2021, le procureur du Faso près le tribunal de grande instance de Ouaga I, Harouna Yoda, annonçait l'interpellation de 72 individus et la mise sous scellé de station-services. Des personnes qui s'adonnaient à la contrebande de carburant sur le territoire national.**

Selon le communiqué, c'est sur plainte de l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE/LC) le 6 août 2019, faisant cas de contrebande de carburant à grande échelle, que des investigations ont été entreprises. «Le carburant en question proviendrait du Nigéria et transiterait par le Bénin pour être stocké à Koualou, localité située à une dizaine de kilomètres de Nadiagou à l'Est du Burkina Faso», a affirmé Harouna Yoda.

La suite à la page 5

La suite de la page 4



**Selon le procureur Harouna Yoda, la contrebande de carburant tue l'économie, car source de financement du terrorisme**

Citant l'institution de contrôle, il indique que c'est à partir de Koalou que ce produit va transiter par plusieurs axes routiers avant de faire son entrée sur le sol burkinabè, à l'aide de camions "10 tonnes". De fil en aiguille, l'organe judiciaire est informé et ouvre immédiatement une enquête, avec pour chefs d'accusations : «contrebande aggravée , blanchiment de capitaux, corruption».

## Le procureur invite à la dénonciation anonyme

Cette investigation a permis aux enquêteurs «d'identifier des stations services et des dépôts illicites des produits d'hydrocarbures de contrebande dans les localités de Ouagadougou,Komsilga,Mogtédo,minasom-nagréongo, Zorgho, Kombissiri, Kaya, Tenkodogo, Fada N'Gourma». Plusieurs subterfuges ont été utilisés par les fautifs pour échapper aux mailles des services de contrôle, soutient l'institution judiciaire. Cette dernière ne tardera pas à mettre la main sur les auteurs présumés de ces activités. Ainsi du 17 au 20 septembre 2021, une vaste opération coordonnée aboutit à l'interpellation de 72 personnes, selon le procureur. Sont saisis des pièces documentaires, des numéraires, une importante quantité de produits de contrebande, des moyens roulants ayant servi à la commission des faits. Il est décidé la mise sous scellé de certaines stations services et dépôts dans les localités concernées. Après avoir remercié tous ceux qui ont concouru à ces résultats, Harouna Yoda a lancé un appel à la dénonciation de ces genres de pratiques qui selon lui, «en plus de paralyser l'économie nationale, sont également constitutives de sources de financement du terrorisme».

**Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)**

NAMIBIE

# Génocide Herero et Nama : l'offre d'indemnisation de Berlin décriée





**"Les représentants Nama et Ovaherero ont juré de continuer à s'opposer à l'accord" selon VOA Afrique**

**Des membres de divers partis politiques et des autorités traditionnelles ont défilé, le mardi 21 septembre dernier, dans les rues de Windhoek, pour dénoncer l'accord conclu entre le gouvernement namibien et l'Allemagne, concernant l'indemnisation pour le génocide commis par Berlin dans les années 1900, a rapporté apanews.net.**

Environ 400 manifestants, menés par l'opposition et des chefs traditionnels des communautés affectées, ont défilé dans la capitale Windhoek, avant d'escalader une clôture pour entrer dans le bâtiment du parlement, arguant que la somme était trop faible, s'offusquant de ne pas être impliqués dans les négociations avec l'Allemagne, a relaté VOA Afrique. Ils ont exigé que le parti au pouvoir mette de côté l'accord, jusqu'à ce qu'il ait consulté de manière adéquate toutes les parties prenantes.

## Les représentants Herero et Nama dénoncent "*un accord bon marché*"

En mai dernier, l'Allemagne a reconnu pour la première fois avoir commis un génocide à l'encontre des peuples indigènes Herero (Ovaherero) et Nama de Namibie entre 1904 et 1908. Après cela, elle est parvenue à un accord avec les négociateurs namibiens, en proposant un programme financier de 1,1 milliard d'euros sur 30 ans, pour l'acquisition de terres, la construction de routes ou l'approvisionnement en eau.

Selon apanews.net, le pacte a toutefois été critiqué par l'opposition namibienne ainsi qu'un groupe de chefs traditionnels représentant les tribus Herero et Nama de Namibie. Ceux-ci l'ont dénoncé comme étant un « *accord bon marché* », comparé aux « *75 milliards d'euros de pensions et d'avantages sociaux versés aux Juifs* » par le régime nazi depuis 1949, après la fin de la seconde guerre mondiale, a poursuivi notre source.

«*1,3 milliard de dollars, voilà tout ce qu'ils offrent pour avoir*

La suite à la page 7

NAMIBIE

La suite de la page 6




**Le génocide avait pour élément déclencheur une révolte des Ovaherero et des Nama**

*liquidé 80 % de mon peuple et 50 % des Nama. Ils ont pillé notre pays et leurs descendants sont toujours installés sur nos terres*», s'est offusqué Nandiuasora Mazeingo, selon VOA Afrique.

## Le gouvernement se félicite de l'accord

Le ministre de la Défense, Frans Kapofi, a lu, devant l'Assemblée nationale, une déclaration décrivant l'accord comme «une réussite, car la République fédérale d'Allemagne a accepté sa responsabilité dans le génocide", selon VOA Afrique. «*En fonction des négociations entre les parties, une amélioration des modalités de réparation, notamment sur le quantum, n'est pas exclue*», a-t-il affirmé, signalant que les autorités de Windhoek avaient exprimé leurs préoccupations concernant le montant des réparations promises par Berlin. Le président Hage Geingob avait, quant à lui, demandé au parlement d'approuver l'offre allemande et d'appeler à une renégociation ultérieure.

Notons que parmi les manifestants, figuraient des membres du Landless People's Movement et du Popular Democratic Movement. Deux partis d'opposition qui ont vivement critiqué l'accord conclu par les deux gouvernements.

**Leylatou TIENDREBEOGO**

# Nigeria : Construction d'un gazoduc pour transporter du gaz vers l'Algérie

**Le gaz naturel semble devenir un vecteur essentiel de promotion de l'industrie gazière dans le monde. La construction du gazoduc pour transporter le gaz du Nigeria vers l'Europe via l'Algérie a été entamée, a fait savoir le ministre du pétrole de la République du Nigeria, Timipre Sylva.**

Dans une interview à la chaîne CNBC Arabiya, cité par Allafrica, le ministre du pétrole de la République du Nigeria, Timipre Sylva, a déclaré ceci : «nous avions l'intention de réaliser un gazoduc pour exporter du gaz nigérian depuis longtemps. Nous avons rencontré quelques difficultés à ce sujet, mais, au Nigeria, nous avons commencé la mise en œuvre de ce projet». Il a souligné que son pays ambitionne d'acheminer le

La suite à la page 8

NIGERIA

La suite de la page 7



**Le projet est inscrit au programme du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique**

gaz nigérian en Europe afin de valoriser au maximum cette ressource énergétique avant la fin de «l'ère des énergies fossiles» et la transition vers les énergies renouvelables.

Selon Interligne.com, le PDG du groupe pétrolier public algérien, Sonatrach, Toufik Hakkar, avait indiqué le 13 septembre dernier que l'étude de faisabilité du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), reliant le Nigeria à l'Europe à travers l'Algérie et le Niger, "est terminée et soumise aux entreprises des deux pays africains". Le ministre algérien de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, avait souligné que l'Algérie accordait un "intérêt particulier" à la concrétisation "rapide" du projet TSGP visant à connecter les gisements de gaz naturel nigérians à l'Europe via le réseau de gazoduc algérien. "Nous accordons un intérêt particulier à la concrétisation rapide de cet important projet qui donnera un nouvel élan aux relations entre nos deux pays, en termes de coopération technique et de renforcement des capacités", avait indiqué Mohamed Arkab. Le projet induira, selon lui, des retombées socio-économiques importantes dans les pays de transit, dans le respect de la protection de l'environnement et du développement durable.

Dans ce contexte, Sylva a souligné que l'opération de construction avait effectivement commencé. Il a révélé que le Nigeria a pu, lors de ses opérations de prospection, explorer 256 milliards de mètres cubes de gaz.

**Fatimata COMPAORE**

# OXFAM Burkina présente sa stratégie pays des 5 futures années

**L'ONG Oxfam Burkina Faso a officiellement lancé sa nouvelle stratégie pays pour les 5 années à venir, le 23 septembre 2021, à Ouagadougou. D'un budget prévisionnel de 68 400 000€, soit environ 45 milliards de F CFA, cette nouvelle stratégie pays vise à contribuer avec les femmes et les jeunes à la réduction des inégalités au Burkina Faso. Le ministre de l'agriculture, Salifou Ouedraogo, a co-présidé la cérémonie de lancement.**

Bâtir une société burkinabé juste, plus équitable et inclusive dans laquelle les communautés, les femmes et les jeunes en milieu rural et urbain en particulier, sont plus résistants aux chocs externes, aux stress et aux incertitudes. Telle est la vision de Oxfam Burkina sur la période de 2021 à 2025. Pour atteindre cet objectif, l'ONG s'est dotée d'une nouvelle stratégie qui orientera ses actions, à travers trois programmes majeurs axés notamment sur la construction de la résilience et l'action

La suite à la page 9

La suite de la page 8

humanitaire, le renforcement de l'autonomisation économique et sociale des acteurs des chaînes de valeur agro sylvo pastorales que sont les jeunes et les femmes, et le suivi d'un programme dénommé Citoyenneté Active et Réduction des Inégalités (CARI) qui oeuvre au renforcement de la citoyenneté.

***"Cette nouvelle stratégie pays de OXFAM ...est une lueur d'espoir pour nous"***

Selon le directeur pays d'OXFAM Burkina, Omer Kaboré, "*cette stratégie tire leçon de la précédente (2014-2019) mais aussi part d'une analyse du contexte national et sous régional"*. Pour la mise en place de la nouvelle stratégie, un budget prévisionnel de 68 400 000€ est projeté, soit environ 45 milliards de F CFA. Ces programmes ciblent les communautés, notamment les jeunes hommes et femmes, les petits producteurs agricoles, les éleveurs, les pasteurs, les femmes transformatrices de produits agricoles, les personnes vulnérables. Toute chose qui réjouit les bénéficiaires, à en croire Salimata Zoma, leur représentante. *"Cette nouvelle stratégie pays de OXFAM est une lueur d'espoir pour nous… Nous souhaitons son opérationnalisation, qui va à n'en point douter, bénéficier à des centaines de milliers de personnes"* a-t-elle émis.




**OXFAM est une confédération internationale de 20 organisations travaillant en réseaux dans plus de 90 pays**



**Cécile Duflot, directrice générale de OXFAM France, représentant OXFAM International**

Conscient que l'opérationnalisation de la stratégie pays se fera en partie, grâce au soutien des partenaires techniques et financiers , leur représentant , Jonas Hien, a félicité OXFAM pour ce nouveau document stratégique de référence qui lui permettra, sans doute, d'être plus efficace, tout en réaffirmant leur disponibilité pour rendre effectif cette stratégie pays pour les cinq prochaines années. Pour Cécile Duflot, directrice générale de OXFAM France, représentant OXFAM International, la nouvelle stratégie entre en droite ligne de celle de OXFAM international dont le slogan est « un avenir à égalité » . Félicitant OXFAM pour sa nouvelle stratégie, le ministre de l'agriculture, Salifou Ouedraogo, a indiqué que cette nouvelle vision cadre avec les priorités du gouvernement du Burkina Faso et contribuera à la réalisation des objectifs et résultats du PNDES 2.

**Roseline BADO**

BURKINA FASO

# Participation de l'UPC à la gestion du pouvoir au Burkina : " Quand vous rejoignez un camp, c'est dans l'optique d'apporter votre expertise", dixit Moussa Zerbo

**En marge d'une cérémonie culturelle tenue le 17 septembre 2021 à Ouagadougou, nous avons eu un entretien avec Moussa Zerbo, ancien député de l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC). Il aborde avec nous des questions d'actualité nationale et internationale. Lisez plutôt!**



**La question du terrorism n'est pas forcément liée à un système de gouvernance, selon Moussa Zerbo, cadre UPC**

**Quotidien Numérique d'Afrique (QNA) :** Cela fait 6 mois que votre parti est dans la mouvance présidentielle. Quel bilan tirez-vous de votre participation à la gouvernance actuelle?

**Moussa Zerbo (MZ)**: Comme vous le savez, nous avons été appelés à ce gouvernement pour des questions de réconciliation et de cohésion nationales. Ce qui a d'ailleurs été le thème de campagne de notre candidat , son Excellence Zéphirin Diabré (actuel ministre de la réconciliation, ndlr). Nous avons un ensemble de propositions qu'on avait déjà prédéfinies et c'est dans ce cadre que nous nous retrouvons. A mi-parcours comme vous le savez, il y a eu des concertations au niveau des régions et cela se poursuit dans l'optique de parvenir à un document qui permettra au gouvernement de tenir le Forum sur la réconciliation et la cohésion. Je crois que c'est ça qui va tracer les grandes pistes pour arriver à ce que nous estimons être à la base de beaucoup de problèmes que nous connaissons au Burkina Faso. Dans un pays où il n'y a pas de cohésion c'est plus facile pour l'adversaire de pouvoir mettre pieds chez vous. Nous pensons que le peuple burkinabè a besoin de s'unir, de se parler face aux adversaires qui nous agressent de partout.

**Quelle appréciation faites-vous de l'action du président de votre parti, Zéphirin Diabré (ZD), depuis sa nomination comme ministre en charge de la réconciliation?**

Avant que son département ait ses propres locaux, ZD avait déjà commencé à travailler. Cela témoigne clairement du niveau de son dévouement pour la cause de son pays. C'est un patriote, sinon vous même vous connaissez

La suite à la page 11

La suite de la page 10

son parcours et sa carrure, il n'avait pas besoin forcément de venir au plan national pour faire valoir ses compétences. Chaque jour que Dieu fait il consulte et cela jusqu'à la base, car pour combattre un mal il faut d'abord le comprendre. Au regard de la sensibilité de la problématique de la réconciliation, Diabré se trouve être à la fois au four et au moulin.

**QNA: Depuis l'arrivée de Roch Kaboré au pouvoir en 2015, le Burkina est confronté aux attaques terroristes. Ces derniers mois on assiste même à une recrudescence de ces actes. Comment expliquez vous cette situation qui perdure depuis six ans?**

Il faut tout de suite dire que la question du terrorisme n'est pas forcémént liée à un système de gouvernance. Il faut dissocier les choses, car les pays qui sont en proie à ces attaques n'ont pas, tous, un problème de gouvernance. Cependant en ce qui nous concerne, nous avons peut-être péché par le fait de n'avoir pas cerné le mal dès le départ et maintenant qu'il s'est généralisé, sa résolution devient très complexe. De nos jours, il est évident qu'il faut l'implication des uns et des autres. Dans notre cas, nous ignorons toujours nos adversaires et les mobiles de leurs attaques. En six ans d'exercice du pouvoir, je reconnais que quelque chose est fait, même si cela reste toujours en deçà des attentes. C'est le lieu pour moi de présenter mes condoléances les plus attristées aux familles des victimes et également souhaiter prompt rétablissement aux blessés. Nous osons croire qu'avec les récents changements à la Sécurité et à la Défense et surtout avec le travail de fond opéré actuellement, les résultats vont se faire sentir incessamment.

**Hier dans l'opposition, vous imputiez la responsabilité de l'impasse sécuritaire à la gouvernance du pouvoir en place. Aujourd'hui dans la majorité, vous trouvez que l'insécurité n'est pas liée à une question de gouvernance. Ne trouvez-vous pas que votre discours change en fonction de votre position du moment?**

Non ! non ! non ! Ce n'est pas un changement de discours. Quand je dis que le terrorisme n'est pas lié à un problème de gouvernance, je ne suis pas entrain de disculper le pouvoir en place. Vous savez, il faut être réaliste. Il est de bon ton, pour l'opposant, de relever les failles du gouvernement et de proposer des solutions. Tout ce qu'on disait était accompagné de propositions. A partir du moment où nous changeons de camp, nos propositions qui sont faites en ce moment doivent être intégrées. Quand vous rejoignez un camp, c'est dans l'optique d'apporter votre expertise. Moi, Zerbo, je n'ai pas ma langue dans la poche, si un problème de gouvernance grave surgit aujourd'hui, je me prononcerai en homme libre. Je ne tiens pas compte du bord politique pour m'exprimer. Certains me reprochent même d'être toujours dans ma peau d'opposant.

**Le 5 septembre dernier, le président guinéen, Alpha Condé, a été renversé par une junte militaire. Vous, en tant que démocrate, comment analysez-vous cette situation?**

Je suis foncièrement contre tout ce qui n'entre pas dans le cadre constitutionnel. C'est un coup d'Etat et je ne n'irai pas du dos de la cuillère pour le condamner. Cependant, d'une part aussi, cela peut sonner comme une interpellation à l'endroit de nos chefs d'Etat, pour la simple raison que le tripatouillage des

La suite de la page 11

constitutions peut conduire à ces agissements pareils. En effet, je pense aux troisièmes mandats. Vous voyez comment le président Condé a fait fi des manifestations pour arriver à ses fins et se maintenir au pouvoir. C'est le peuple qui est pris en otage en pareille situation. La scène de liesse populaire qui a accueilli le putsch montre à souhait que les Guinéens en avaient marre.

**Des rumeurs courent actuellement sur une probable arrivée de Wagner, une société privée de défense russe, au Mali. Cela est-il une solution à encourager au-delà des frontières maliennes?**

C'est un débat auquel je ne me mêle pas, personnellement, car l'on ignore les tenants et les aboutissants de tels accords. Je ne suis pas spécialiste de ce domaine, donc j'évite de me prononcer à propos. Seules les autorités maliennes pourront répondre à cette question.

**Propos recueillis par Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)**

# Le président de l'Assemblée nationale Bala Sakandé tient désormais les rênes du parti au pouvoir



**À 52 ans, Alassane Bala Sakandé aura la lourde tache de conduire son parti le MPP aux prochaines élections de 2025**

**Du 24 au 26 septembre 2021, le parti présidentiel, le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) a tenu son deuxième congrès extraordinaire à Ouagadougou. À l'issue de ce rendez-vous politique, le président sortant Simon Compaoré a passé le témoin à Alassane Bala Sakandé (ABS), par ailleurs président de l'Assemblée nationale.**

«Poursuivre le renforcement dans un Burkina Faso réconcilié, résilient et prospère», c'est sous ce thème que les militants du parti du soleil levant ont devisé dans la cuvette du palais des Sports de Ouaga 2000 à l›occasion de leur deuxième congrès extraordinaire. Venus des quatre coins du pays, les congressistes ont durant 72

La suite à la page 13

La suite de la page 12

heures, passé en revue des sujets en lien avec leur parti et en rapport également avec la situation nationale. Ils ont par ailleurs procédé au renouvellement des instances dirigeantes de leur formation politique, créée en 2014. Ainsi, selon des sources internes au parti, au titre du Bureau Politique National (BPN), 1381 ont été élus tandis que le Bureau Exécutif National (BEN), lui, est fort de 95 membres qui sera dirigé par un nouveau président élu en la personne du président de l'Assemblée nationale Alassane Bala Sakandé. Il remplace à cet effet , Simon Compaoré, élevé au rang de président d'honneur du parti. Le président du parti sera secondé par cinq vice-présidents que sont respectivement Clément Sawadogo, Salif Tiemtoré, Laurence Marshall Ilboudo, Stanislas Ouaro et Moussa Boly. Le moins que l'on puisse dire, avec ce changement d'équipe dirigeante, est que le MPP semble déjà affûté ses armes pour les scrutins de 2025. L'actuel président du Faso, Roch Kaboré, est à son dernier mandat constitutionnel et selon Simon Compaoré qui s'exprimait lors d'une conférence tenue la semaine dernière, ce dernier ne va plus briguer la magistrature suprême.

## Bala Sakandé futur candidat du parti ?

Les conclusions de ce congrès, marquées par le retrait de Simon Compaoré, semble déjà faire d'Alassane Bala Sakandé ( ABS, comme le surnomment ses intimes), un favori pour la candidature de son parti aux élections présidentielles de 2025. Celui qui a désormais en charge les rênes du parti au pouvoir aura la lourde tâche de travailler à taire les dissensions internes au sein de sa formation d'origine et surtout œuvrer à la consolidation de l'actuelle majorité présidentielle, afin d'avoir les coudées franches pour les consultations futures. Plusieurs facteurs semblent dès lors militer en sa faveur, notamment son tempérament jugé conciliant, sa proximité avérée ou supposée avec le milieu économique burkinabè, son esprit d'écoute, sa volonté réelle ou supposée de rompre avec les pratiques peu catholiques… Cependant toutes ces hypothèses ne sauraient être mises en œuvres sans la résolution rapide de l'impasse sécuritaire que traverse le pays des Hommes intègres et dont le MPP dirige depuis 2015, dates des premières attaques terroristes.

Pour rappel, à en croire plusieurs sources, ABS né le 21 août 1969 à Ouagadougou dans la province du Kadiogo, est un homme d'État burkinabè, président de l'Assemblée nationale depuis septembre 2017. De janvier 2016 à septembre 2017, il a été président du groupe parlementaire MPP. Aujourd'hui âgé de 52 ans, il est marié et père de deux enfants.

**Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)**

BURKINA FASO

# Les Hommes d'affaires franco- burkinabè font leur rentrée

**Le club des Hommes d'affaires franco-burkinabè (CHAFB) a organisé sa traditionnelle rentrée de fin d'année le 24 septembre 2021 à Ouagadougou à l'hôtel Silmandé autour d'un cocktail dînatoire. Une occasion pour cette organisation du monde des affaires pour décliner les grands lignes du programme d'activités à venir, présenter les nouveaux membres, faire des échanges B to B et plancher dans une certaine mesure sur les voies et moyens à utiliser pour réaliser les objectifs qu'il s'est fixés.**



Siaka Gow, Coordonnateur de OTC Burkina (micro), présentant l'entreprise aux membres du CHAFB

Le Club des hommes d'affaires franco-burkinabè, de l'avis de son président, Arnaud Bouhier, est une association dynamique forte d'une centaine de membres qui œuvrent dans des domaines tels que les petites et moyennes entreprises, les grandes entreprises, l'artisanat et les professions libérales. Objectif premier du Club, selon le président Bouhier : créer une synergie d'actions entre ses membres à travers des occasions de rencontres comme celle de ce vendredi 24 septembre avec des personnalités comme les membres du gouvernement ou des acteurs de la haute administration au Burkina et avoir ou partager des informations sures provenant de sources sures.

C'est le 3e vice-président du CHAFB, Siaka Gow, par ailleurs Coordonnateur du groupe OTC Burkina (Online training center) qui a annoncé, au nom du président du Club, les couleurs en cette soirée du vendredi qui a réuni une cinquantaine de membres du Club. Il indique que le cocktail dinatoire du 24 septembre respecte, en effet, une tradition. En ce sens que chaque année, en septembre, le CHAFB organise un cocktail de rentrée marquant le retour au programme de l'année avec des débats entre membres du Club et des personnes influentes de l'administration du Burkina. Siaka Gow a annoncé une rencontre en vue du CHAFB avec le ministre burkinabè en charge des carrières et des mines.

L'occasion était belle pour présenter et annoncer au Club de nouveaux membres ou postulants



Arnaud Bouhier, président du CHAFB, a salué la tenue de la rencontre et présenté ses objectifs

à des responsabilités dans le Club, tels Julien Kouassi, nouveau Directeur général de la banque UBA Burkina en remplacement de l'ancien directeur, la candidature de Siaka Coulibaly, DG de Prime Oil, pour le poste de représentant du Club dans la zone de Bobo Dioulasso. Ces nouveaux responsables ont été accueillis par acclamation. Avec le représentant du Club à Bobo, l'organisation devrait vivre une phase de dynamisation les temps à venir, à entendre Siaka Gow. Il ressort des

La suite à la page 15

La suite de la page 14



**Une vue partielle des membres du CHAFB, à la rencontre**

échanges que pour la dynamisation du Club, l'engagement de tous les membres est nécessaire dans la mesure où que le Club compte sur lui-même pour assurer son rayonnement et participer à sa façon au développement du Burkina.

## Des échanges, des entreprises présentées aux membres du Club

Quatre membres du Club des Hommes d'affaires franco burkinabè ont présenté leurs structures dans leur fonctionnement et réalisations tout en présentant aux autres membres les opportunités que celles-ci peuvent leur offrir, dans une dynamique de partenariat gagnant, B to B. L'un des présentateurs est Siaka Gow, coordonnateur de l'entreprise OTC Burkina. Il a présenté le centre comme un centre de formation à distance qui est membre du CHAFB depuis 2006. OTC Burkina a formé à distance, sur des plateformes dédiées et spécialisées, à ce jour, plus de 8000 personnes de 40 nationalités au profit de leurs entreprises ou services dans 50 pays, depuis 2012. Tous des salariés et des personnels divers. Le coordonnateur de OTC Burkina a indiqué que l'entreprise est doté d'un média, OTC Média qui est un média en ligne dénommé « Quotidien numérique d'Afrique » qui est continental et traite de plusieurs thématiques, à savoir entre autres, les questions politiques, sociales, économiques, les affaires, la santé, la culture, avec des parutions spécialisées sur les femmes, la culture, l'emploi et le business. Après son exposé devant les membres du Club, on retient que OTC est une plateforme qui regroupe les formations de Bac+2, BTS, DTS Licence, Bachelor, Master, MBA et Doctorat, Certificats d'Expertise, de Spécialisation, de Qualification de plusieurs universités et grandes écoles de l'Afrique et de l'Europe et a été créée avec 10 filiales en Afrique, faisant des formations internes et des formations à distance depuis 2012 accélérées à cause des mesures restrictives liées à la pandémie du COVID 19. Avant Siaka Gow, le Thierry Hajjar Saker, Directeur de ACT qui est une entreprise œuvrant dans le domaine de l'Alimentation, l'entretien et l'hygiène. Une entreprise burkinabè créée par des gens bas »s au Sénégal. Des gens peuvent s'y approvisionner en produits alimentaires divers. ACT fait de la distribution en gros, mais le gros problème pour lui demeure le respect de la chaîne du froid. Hajjar Saker a invité les membres du CHAFB a s'approvisionner désormais à ACT. Après lui, c'est Serge Yao qui a exposé sur l'entreprise OLEA. Une entreprise vieille de 4 ans avec un réseau de 23 filiales. L'entreprise offre des solutions contre les violences politiques, la fraude et la cybercriminalité. Sa particularité, c'est la mise d'outils informatiques innovants à la disposition des clients, la gestion d'une flotte automobile à partir d'outil extranet garantissant une meilleure gestion du parc. Les questions–réponses entre les membres du Club et chacun des présentateurs d'entreprises ont agrémenté la soirée au tour d'un buffet apprêté pour la circonstance. Kadidjatou Tall, Directrice de l'entreprise Allo Faso a été l'unique femme du Club à présenter son entreprise à cette rencontre. Une entreprise qui travaille à la protection des données personnes, aide à la dénonciation des actes ou faits délictueux et travaille en bonne intelligence avec la Commission de l'Informatique et des Libertés au Burkina

**Lonsani SANOGO et Lucien Dakissaga (Stagiaire)**

MALI

# Des milliers de personne ont défilé dans les rues pour soutenir les dirigeants

**Des milliers de personnes ont manifesté mercredi 22 septembre, dans la capitale malienne, pour soutenir les dirigeants militaires du pays et protester contre ‘’l’ingérence étrangère”.**



Goita a renversé le président Ibrahim Boubacar Keita l’année dernière et a organisé un deuxième coup d’État contre un gouvernement intérimaire en mai dernier



Beaucoup de participants au rassemblement mercredi, à l’appel du mouvement Yerewolo, ont brandit des drapeaux maliens, ainsi que quelques drapeaux russes.

Ces manifestations interviennent alors que le chef de la junte , le colonel Assimi Goita, fait face à une pression internationale croissante pour renoncer à un éventuel accord avec la société de sécurité privée russe Wagner. La France selon l’AFP, qui compte des milliers de soldats au Mali, a mis en garde contre un accord avec la Russie après que des informations faisant cas de la volonté du Mali d’embaucher 1 000 paramilitaires de la société privée Wagner ont été divulguées ce mois. La ministre française de la Défense Florence Parly a déclaré la semaine dernière que son gouvernement «ne pourra pas cohabiter avec des mercenaires». L’Allemagne, qui a également des troupes dans ce pays déchiré par la guerre, a fait savoir qu’elle reconsidérerait son déploiement si le Mali concluait un accord avec Wagner. Mercredi, le ministre estonien de la Défense, Kalle Laanet, a déclaré à Vikerraadio, la radio d’État, que si le Mali parvenait à un accord avec Wagner, le contingent estonien partirait. Environ 100 soldats estoniens sont présents au Mali.

## L’intervention française remise en cause

Un responsable de la police qui a demandé à garder l’anonymat a déclaré qu’environ trois mille personnes s’étaient présentées au rassemblement de mercredi

La suite à la page 17

MONDE

La suite de la page 16

dans la capitale Bamako.De nombreux manifestants ont agité des drapeaux maliens et porté des pancartes pro-militaires. Certains ont également agité des drapeaux russes.Siriki Kouyate, porte-parole du groupe qui a organisé la manifestation, a déclaré que l'intervention militaire de la France au Mali avait échoué.»Cela ne peut pas continuer», a-t-il ajouté.Le Mali a du mal à réprimer une insurrection djihadiste brutale qui a émergé pour la première fois en 2012, mais s'est depuis propagée au Burkina Faso et au Niger voisins.La manifestation de mercredi intervient également alors que les partenaires du Mali craignent de plus en plus que le gouvernement ne parvienne pas à organiser des élections au début de l'année prochaine. Dans un discours prononcé mardi , Goita a appelé les partenaires internationaux du Mali à adopter «une meilleure lecture de la situation» dans le pays.

Source: Nation Africa

**K.Fiakofi**

# L'ONU demande un moratoire sur l'intelligence artificielle susceptible d'atteinte à la vie privée



**L'intelligence artificielle pourrait avoir des effets négatifs, voire catastrophiques si elle est utilisée sans prendre suffisamment en compte la manière dont elle affecte les droits humains, a alerté l'ONU**

**L'Organisation des Nations unies a appelé tout récemment à imposer un moratoire sur certains systèmes d'intelligence artificielle comme la reconnaissance faciale, le temps de mettre en place des garde-fous pour protéger les droits humains.**

Pour l'ONU, il urge de mettre en place des garde-fous ou un moratoire sur la vente et l'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle (IA), pour éviter le « risque grave d'atteinte aux droits de l'homme ».

En effet, selon Michelle Bachelet, la Haut-commissaire des droits de l'homme de l'ONU, «les technologies d'intelligence artificielle peuvent avoir des effets négatifs, voire catastrophiques, si elles sont utilisées sans prendre en compte suffisamment la manière dont elles affectent les droits humains».

A cet égard, elle a plaidé pour une évaluation des risques liés aux différents systèmes qui s'appuient sur l'intelligence artificielle pour le respect du droit à la vie privée. « Et puisque l'évaluation et la prise

La suite à la page 18

MONDE

La suite de la page 17

en compte des risques peuvent prendre un certain temps, les États devraient imposer des moratoires sur l'utilisation des technologies potentiellement à haut risque », a-t-elle fait savoir , selon le site des Nations unies. L'ancienne présidente chilienne a, lors de la présentation de son rapport, cité en exemple les technologies qui permettent des prises de décision automatiques ou encore celles qui établissent des profils, et d'autres technologies d'apprentissage automatique, affecte le droit de la population à la vie privée et d'autres droits, notamment les droits à la santé, à l'éducation, à la liberté de mouvement, à la liberté de réunion pacifique et d'association, et à la liberté d'expression.



**Le rapport soulève en particulier l'usage de plus en plus fréquent de systèmes basés sur l'IA par les forces de l'ordre y compris des méthodes prédictives**

## «Nuire à des vies humaines»

Ce rapport, qui avait été demandé par le Conseil des droits de l'homme - la plus haute instance de l'ONU dans ce domaine, vise à évaluer l'impact de l'IA dans les sociétés.

L'enquête révèle que les dysfonctionnements de l'IA ont empêché des gens de toucher des aides sociales, de trouver un emploi ou encore ont mené à des arrestations d'innocents sur la base de systèmes de reconnaissance faciale mal entraînés et incapables de reconnaître correctement des personnes aux traits physiques africains par exemple, précise le rapport.

«Le risque de discrimination lié à des décisions basées sur l›intelligence artificielle des décisions qui peuvent changer, stigmatiser ou nuire à une vie humaine n›est que trop réel», a regretté Michelle Bachelet. Selon le Figaro, le rapport a précisé que ces intelligences artificielles sont entraînées avec l'aide d'énormes bases de données, dont la constitution se fait souvent de manière opaque. Ces bases de données elles-mêmes peuvent être mal faites, dépassées et donc contribuer à des violations des droits humains.

Le rapport soulève en particulier l'usage de plus en plus fréquent de systèmes basés sur l'IA par les forces de l'ordre y compris des méthodes prédictives. Quand l'IA utilise de bases de données biaisées, cela est reflété dans les prédictions et a tendance à affecter des zones identifiées à tort comme à risque élevé. La reconnaissance faciale en temps réel et à distance est aussi de plus en plus utilisée dans le monde entier, ce qui peut mener à une localisation permanente des gens.

«Mais il en va de même de l'habilité de l'IA à nourrir les violations des droits humains à une échelle gigantesque et de façon quasi invisible», a mis en garde la Haut-commissaire de l'ONU. «Il faut agir pour mettre des garde-fous basés sur les droits de l'homme à l'IA pour le bien de tout le monde», a-t-elle souligné.

**Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)**

SOMMET DES NATIONS UNIES

# « L'Afrique refuse de servir de base arrière au terrorisme international », affirme Félix Tshisekedi

**A la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président de la République démocratique du Congo (RDC), qui préside actuellement l'Union africaine, a évoqué mercredi 22 septembre, la situation sécuritaire sur le continent, affirmant que l'Afrique « refuse de servir de base arrière au terrorisme international ».**



Félix Tshisekedi, le Président de la République démocratique du Congo (RDC) et Président en exercice de l'Union africaine



Le terrorisme, une menace pour la paix et la sécurité internationales

Félix Tshisekedi a soutenu que l'ONU, dont l'un des buts est de maintenir la paix et la sécurité, « a le devoir » d'appuyer sur le terrain les Etats qui luttent contre ce fléau, avertissant que si la communauté des Nations minimisait la propagation du djihadisme à travers le continent qui se « métastaserait » en menace réelle pour la sécurité internationale. «L'Afrique n'a pas besoin d'aumône», a déclaré à la 76e Assemblée générale de l'ONU, le président en exercice de l'Union africaine, Felix Tshisekedi, président de la RDC. Dans son discours, il a interpellé l'organisation à faire «plus d'actions» que de «déclarations de compassions et d'intentions peu suivies des faits sur le terrain».Si la lutte contre Daech a mené à des « victoires incontestables » en Syrie et en Iraq, les groupes affiliés à Daech gagnent du terrain à travers l'Afrique tous les jours, a précisé Tshisekedi.

Le président de l'UA a dans son discours abordé aussi la situation politique globale du continent africain, marquée

La suite à la page 20

BURUNDI

La suite de la page 19

par de multiples coups d'Etat. Felix Tshisekedi a fait savoir que l'atteinte des objectifs fixés exige des institutions politiques fortes et stables, des politiques publiques adéquates, de la bonne gouvernance et une intégration régionale. «Ni les capacités ni les ressources naturelles ne font défaut pour ce faire», a-t-il noté.Sur la situation de la Covid-19 en Afrique, le président de l'Union Africaine a demandé à «augmenter la capacité des tests dans les pays qui ne disposent pas des produits de laboratoire requis et à assurer un approvisionnement suffisant et rapide en médicaments et équipements nécessaires à la prise en charge des malades. Pour lutter contre l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les économies africaines, le dirigeant congolais a réclamé 100 milliards des droits de tirage spéciaux du Fonds Monétaire International (FMI).

**Source:News.U**

**K.Fiakofi**

# Le groupe rebelle RED-Tabara revendique les attentats de Bujumbura



**Le gouvernement burundais a fermement condamné les attaques à la grenade indiquant que les enquêtes sont en cours**

**Le gouvernement burundais a promis une enquête approfondie sur une série d'explosions de grenades « terroristes » meurtrières qui ont touché la capitale économique du pays, Bujumbura.**

Les attaques de lundi 20 septembre, ont fait suite à l'explosion d'une grenade meurtrière dans un bar de la capitale, Gitega, dimanche, et à une série d'obus de mortier tirés sur l'aéroport international du Burundi samedi . Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a indiqué que deux personnes avaient été tuées lorsque des «terroristes encore non identifiés» ont lancé des grenades dans un parking de Bujumbura et près d'un marché lundi . Des sources médicales et sécuritaires ont indiqué à l'AFP que trois personnes étaient décédées, tandis que le Premier ministre Alain-Guillaume Bunyoni a déclaré que plus de 100 avaient été blessés.Le ministère a déclaré avoir condamné la « barbarie » des explosions et a promis une « enquête approfondie pour mettre ces lâches terroristes sans nom hors de combat ». L'attaque au mortier de l'aéroport de Bujumbura samedi

La suite à la page 21

La suite de la page 20



L'attaque a visé le convoi du président Evariste Ndayishimiye

a été revendiquée par le groupe rebelle RED-Tabara dans un communiqué sur Twitter.

### Le principal parti d'opposition accusé

Personne n'a été blessé dans cet assaut, lancé un jour avant que le président Evariste Ndayishimiye ne s'envole pour l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.»Ce sont des attaques coordonnées lancées par des ennemis de la paix qui veulent montrer depuis trois jours qu'il n'y a pas de paix au Burundi lorsque le président Ndayishimiye est à l'Assemblée générale de l'ONU», a déclaré à l'AFP un haut responsable burundais sous couvert d'anonymat.« Mais ils se trompent. La situation est sous contrôle malgré leurs petits débordements. RED-Tabara, qui a une base arrière au Sud-Kivu en République démocratique du Congo voisine, est accusé d'être à l'origine de nombreuses attaques meurtrières ou embuscades à travers le pays d'Afrique de l'Est depuis 2015. En 2020, il a déclaré être à l'origine d'une série d'attaques qui ont fait plus de 40 morts parmi les forces de sécurité et la ligue des jeunes du parti au pouvoir CNDD-FDD. Quelques jours après l'attaques, le procuereur général de la République Sylvestre Nyandwi a accusé plusieurs opposant dont Alexis Sinduhije président du Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD) d'être derrière le mouvement rebelle. Des allégations rejetées par le principal parti d'opposition.

Source:aljazeera

**K.Fiakofi**

# Soudan : Les réfugiés sud-soudanais à nouveau affectés par les inondations

**Les réfugiés sud-soudanais ont fui au Soudan pour tourner la page d'une vie de déplacement, avant d'être de nouveau contraint à la rue après que les eaux de crue ont submergé leurs habitations. Dans le camp d'Al-Qanaa, une communauté d'environ 35 000 personnes a trouvé refuge dans le district d'Al-Jabalain, l'État du Nil Blanc.**

Au début du mois, des milliers de familles avaient été déplacées lorsque les eaux de crue ont inondé le camp. Les eaux sont montées si vite que «nous n'avons pas eu le temps de ramasser nos affaires», a déclaré à l'AFP, un habitant . «Nous ne transportions que nos enfants.» «Nous n'avons plus de nourriture, de médicaments ou quoi que ce soit pour combattre les essaims de moustiques.» Plus de 288 000 habitants et réfugiés ont

La suite à la page 22

## SOUDAN

La suite de la page 21



**Les plantations au sud soudan sont sous les eaux après les pluies diluviennes**

été touchés au Soudan, où de fortes pluies et des crues soudaines ont frappé 13 des 18 États, selon les Nations Unies. Les besoins humanitaires ont augmenté et ont été exacerbés par la catastrophe au Soudan du Sud voisin, où le déluge a touché et déplacé environ 426 000 personnes, a indiqué l›ONU.



**Environ 150 réfugiés d'Al-Qanaa et du camp voisin d'Al-Alagaya, dont des enfants, ont reçu un diagnostic de paludisme**

### Des milliers de réfugiés sud-soudanais sans-abri

Au Soudan, des milliers de réfugiés ont été relogés dans différents camps, tandis que d'autres se sont réfugiés dans des villages épargnés, mais beaucoup vivent désormais dans la rue. «Ils sont devenus des sans-abri», a déclaré à l'AFP Ibrahim Mohamed, un haut responsable de la commission soudanaise pour les réfugiés. «Nous sommes confrontés à un sérieux défi de trouver de nouvelles terres pour les réinstaller.» Les averses laissent souvent le pays aux prises avec de graves inondations qui détruisent les propriétés, les infrastructures et les récoltes. L'année dernière, le Soudan a déclaré un état d'urgence de trois mois car les inondations que l'ONU a qualifiées de pires du pays en un siècle ont fait environ 140 morts et 900 000 personnes touchées.

Source:Nation Africa

**K.Fiakofi**

CONGO-BRAZZAVILLE

# Le Royaume téké toujours sans roi, trois mois après le décès du souverain

**Depuis le décès du dix-septième Makoko, Auguste Nguempio, le 8 juin à Mbé à l›âge de 94 ans, la Cour royale passe une transition sans chef. Pour connaître quand sera désigné le dix-huitième roi des tékés et quels sont les critères à remplir, la reine Ngalifourou s'est expliquée aux Dépêches de Brazzaville, sous l'interprétation du porte-parole royal, le prince Louis Nsalou.**



**Le Makoko de Mbé est un titre nobiliaire d'Afrique centrale, correspondant aux notions de roi ou chef de la localité de Mbé, actuel département des Plateaux en République du Congo**

Interrogée sur la période à laquelle doit être désigné le roi, la reine Ngalifourou ou reine Ngantsibi, encore appelée femme de pouvoir, qui est en effet la seule à reconnaître l'authenticité et la légitimité des différents prétendants au trône, a fait savoir que c'est au début des premières pluies que l'on va désigner un roi. Ce n'est pas par vote, a-t-elle précisé, mais plutôt le conseil des grands électeurs, qui sont au nombre de cinq se retrouve autour d'elle, mène leur enquête de moralité et trouve la personne. « L'enquête de moralité va conduire à la définition des critères. Parmi ceux-ci, il y a l'honnêteté, l'obéissance, l'unité, l'amour, la moralité, a-t-elle précisé, selon Allafrica qui cite les Dépêches de Brazzaville. Après avoir trouvé la personne, cette dernière vient chez moi pour que je l'intronise dans sa maison avant de la présenter au public. Puis chaque dignitaire porte ses attributs. Le rituel consiste à induire le roi de la cendre de Nkwembali. Après ce rituel, on convoque tous les grands chefs des villages et même les autorités politiques », a-t-elle expliqué.

Selon notre source, L'actuelle reine Ngalifourou, petite fille de la première reine (décédée en 1956 et inhumée en 1957), en sa qualité de gardienne du «Nkwembali», dieu spirituel des Batéké, est la personne habilitée à transmettre le pouvoir au nouveau roi. Certes, elle n'est pas l'épouse du roi comme cela peut-être le cas ailleurs, mais elle est une personne très influente du royaume. C'est dans son sanctuaire, qu'on désigne un roi. Ainsi, cette influence fait que la femme qui est la gardienne du sanctuaire est appelée reine Ngalifourou.

Pour rappel, le dix-septième roi des tékés a été porté en terre, le 31 juillet dernier, dans l'intimité familiale. Un jour auparavant, la République lui avait rendu hommage au cours d'une cérémonie funèbre. Installé sur le trône royal, le 16 octobre 2004, le dix-septième Makoko, Auguste Nguempio, a régné pendant dix-sept ans. A l'occasion de ses obsèques, le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, qui a connu cet illustre personnalité qui incarnait un pouvoir traditionnel respecté dans la communauté téké, avait déclaré que le roi Auguste Nguempio était un homme pondéré.

**Fatimata COMPAORE**

## INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

### Tunisie : Abir Moussi rejoint les rangs de l'opposition



La présidente du Parti destourien libre (PDL), Abir Moussi, a déclaré que son parti va désormais se positionner dans les rangs de l'opposition, a rapporté Webdo.tn. Commentant les nouvelles décisions et mesures prises par le Président de la République, Kaïs Saïed, Moussi a appelé ce dernier, à préciser la durée de l'application de ces procédures et la date des élections. En rappel, Abir Moussi, avait soutenu et salué les décisions prises par le chef de l'Etat Saïed, le 25 juillet 2021.

### RDC/Bashu : 6 morts et plusieurs disparus dans une attaque des rebelles



Six personnes ont été tuées et plusieurs autres disparues dans une attaque attribuable aux rebelles ADF, à Kamaghando et Kyarutavira, deux villages de la chefferie de Bashu, dans le territoire de Beni, a rapporté Radio Okapi. L'attaque a eu lieu dans la nuit du mercredi 22 septembre 2021. Le capitaine Anthony Mwalushayi, cité par notre source, a indiqué que cette attaque, des villages Kamaghando et Kyarutavira, est l'œuvre des combattants Maï-Maï, sans donner d'autres détails. Notons que l'attaque a occasionné un déplacement des habitants de cette région pour des endroits sécurisés.

### Le Nigeria rejoint l'initiative World Logistics Passport



La première économie d'Afrique a officialisé, le jeudi 23 septembre dernier, son adhésion au World Logistics Passport (WLP), a indiqué l'Agence Ecofin. Le WLP est une initiative de Dubaï, pour relier les nations du monde entier et accroître le commerce Sud-Sud, qui représente environ 4 280 milliards de dollars par an selon l'OMC. Le programme WLP, soutenu par DP World, a été créé pour surmonter les obstacles au commerce, tels que l'inefficacité logistique, qui limitent actuellement la croissance des échanges entre les marchés en développement, a précisé Ecofin.

# Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/
P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/
P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info



**Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques**

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE



Le Quotidien Numérique d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info